

Le salon des maires de Vaucluse en version XXL



Pour la première fois <u>le Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse</u> se tiendra dans le grand hall A du parc des expositions à Avignon. De quoi accueillir plus de 120 exposant ainsi que près de 1 500 visiteurs lors de cette nouvelle édition.

« Nous sommes vraiment très satisfaits de l'évolution de ce congrès, qui à l'image de ce qui se fait au niveau national, accueille bien évidemment notre assemblée générale des maires mais propose aussi un salon à destination de l'ensemble de nos élus et des partenaires des collectivités locales, explique <u>Pierre Gonzalvez</u>, président de <u>l'AMV</u> (Association des maires de Vaucluse). Aujourd'hui, ce salon est un vrai rendez-vous économique avec les forces civiques. Un événement, qui est très attendu par tout le monde. »





En effet, si beaucoup de maires étaient présents les années précédentes, ils étaient souvent peu accompagnés, souvent par le 1^{er} adjoint mais peu par les services administratifs et techniques.

« L'an dernier, nous avons pu observer que les délégations devenaient de plus en plus importantes, poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Pour nos collectivités c'est une chance d'avoir nos cadres ou nos agents venir au contact avec des acteurs économiques, sociaux et institutionnels du département. L'occasion pour les visiteurs, de plus en plus nombreux, de découvrir cet écosystème local présenté, offrant des opportunités d'avoir tous les clients potentiels ou les prospects dans une unité de temps et de lieu. »

Plus de 120 exposants attendus

« Après plusieurs années à Monteux, nous avons changé de braquets en passant au parc des expositions et d'années en années nous avons eu de plus en plus d'exposants », poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Ainsi, d'une cinquantaine de stands il y a 4 ans, les organisateurs <u>d'AP Média</u> tablent sur plus de 120 exposants cette année (voir encadré en fin d'article) après les 80 de l'an dernier. C'est pour cela que trop à l'étroit dans les halls E et F, ce Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2025 va investir pour la première fois la moitié du grand hall A.

« L'an dernier, nous avons été un peu à l'étroit au vu de la fréquentation qui augmente chaque année », reconnaît <u>Benjamin Fievet</u>, chef de projet chez AP Média.

Le Programme

8h15 : Ouverture du salon au public, café d'accueil offert servi sur les stands

9h0-11h : Assemblée générale de l'AMV 84 : Sur invitation et réservée au Maire ou son représentant.

9h30-10h : Présentation de la charte ATSEM, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.

10h-10h30 : Présentation du réseau des secrétaires de mairie, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.

11h: Inauguration du Salon.

12h30 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.

13h30 : Signature de convention de partenariat entre Enedis et le SDIS de Vaucluse, sur l'espace Agora.

14h : Le SDIS au service des territoires, par le Colonel Christophe PAICHOUX, sur l'espace Agora.

14h30 - 16h : La parole aux Maires, sur l'espace Agora.

14h30 - 15h : Présentation de L'association « L'outil en Main » par Pierre GONZALVEZ, Président de l'AMV84 et Maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et Anthony ZILIO, Maire de Bollène.

15h - 15h30 : Retour d'expérience sur l'Obligation Légale de Débroussaillement et l'opération conduite pendant 3 ans avec l'ONF pour le débroussaillage complet d'une colline située au coeur du village, par Frédérique ANGELETTI, Maire de Vaugines.

15h30-16h : Présentation du Pôle Multi Activités réalisé par la commune de Caumont sur Durance, par Claude MOREL, Maire de Caumont sur Durance.

16h : La Communication Préélectorale, par l'Ordre des Avocats de Vaucluse, sur l'espace Agora.

16h30: Fermeture du Salon.





Parole aux maires

<u>Côté programme</u> (voir ci-dessus), la journée s'articule autour de plusieurs temps forts. En premier lieu, l'AG annuelle des maires de Vaucluse

« La nouveauté cette année c'est qu'il y a vraiment une volonté de faire intervenir les maires afin qu'il s'adresse aux autre maires pour partager leurs solutions et leurs retours d'expérience », annonce Benjamin Fievet.

Des échanges qui prendront la forme de tables rondes intitulée 'La Parole aux maires' qui, cette année, auront pour thème notamment 'Le retour d'expérience sur l'obligation légale de débroussaillement', par Frédérique Angeletti, maire de Vaugines, 'La présentation du pôle multi activités réalisé par la commune de Caumont-Sur-Durance' par son maire Claude Morel, ainsi que la présentation de l'association 'L'outil en main' par Pierre Gonzalvez et Anthony Zilio, maire de Bollène.

« C'est un événement très attendu, insiste <u>Marie-Céline Guibaud</u>, directrice production et communication d'AP Média qui organise 17 salons de ce type en 2025. Parce que c'est avant tout un moment de rencontre et d'échange pour les élus et leurs cadres qui, finalement, n'en ont pas forcément beaucoup dans l'année. Un moment où ils peuvent parler de leur expérience, de leurs problématiques, de leur succès ainsi que des projets qu'ils ont mis en œuvre et réalisés. »

<u>Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse</u>. Jeudi 13 novembre. 8h15 à 16h 30. Parc des expositions d'Avignon. Hall A.

La liste des exposants

Aménagement et construction

AGILIS

ANGELOTTI AMENAGEMENT

BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES

CARRIERES COPAT & COVAL

CFP84

CITEOS

COLAS

EIFFAGE ROUTE GRAND SUD

ENEAL.

ENERGIS ENGINEERING

EUROVIA

ROBERT TP

FRAMATEO

GARD'BOIS

GÉOMÈTRES-EXPERTS DE VAUCLUSE

GHM - ECLATEC

GROUPE BRAJA

GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE

GROUPE OMNIUM

GSE



CONFLUENCE

KAZUBA- Toilettes publiques

KOMPAN

LUMIERES DE FRANCE

NEOTRAVAUX

NEOSOLAR

PURPLE ALTERNATIVE SURFACE

QUALI-CITÉ

RAMBIER AMENAGEMENT

SAS MAURIN

SNEF

SIGNATURE MEDITERRANEE

SOBECA

SOLS PROVENCE

GROUPE SOLS

SUDCO

TALCO LR

UNICEM SUD PACA CORSE

Banque, Assurance, Social et Santé

AARPI AD&M - AVOCATS

CNAS

FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE

GROUPAMA MEDITERRANEE

MNFCT

MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE

SFHE / AVPSE

Culture, Loisirs et Tourisme

A.D.A.M.A.84

ASS DES ANCIENS MAIRES ET ADJOINTS DU VSE

ESPACE ENSEIGNE

Énergie et Climat

ADS DESIGN

AKUO ENERGY

ALBIOMA SOLAIRE FRANCE

ALTE

Agence Locale de la Transition Energétique

BLACHERE ILLUMINATION

BORALEX

CEDER

CNR





CVE

EDF

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES

ENEDIS

FALAIZE ENERGIES ALTERNATIVES

GEOSYNERGIE

GRDF

H2AIR

HARGASSNER FRANCE ALPES

Q ENERGY

SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN

TOTALENERGIES

VEOLIA EAU

Environnement et Cadre de vie

COMMUNES FORESTIERES VAUCLUSE

CVALCYON

IDVERDE

INTERFEL - Fruits et légumes à l'école

PIETO - Sécurité des piétons

SUEZ

Institutionnels et cohésion territoriale

AGENCE DE L'EAU - Sauvons l'eau

ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE - AMV84

AVIGNON UNIVERSITE

BANQUE DES TERRITOIRES

CAF, CPAM et MSA - 80 ans de solidarité

CAPEB VAUCLUSE

CAUE DE VAUCLUSE

ADIL DE VAUCLUSE

CENTRE DE GESTION FTP 84

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE

CHAMBRE DE METIERS & ARTISANAT PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

FEDERATION BTP 84

FEPEM

ORDRE DES AVOCATS - BARREAU D'AVIGNON

PREFECTURE DE VAUCLUSE-SERVICES DE L'ETAT

REGION SUD

MAISON DE LA REGION 84

SAFER PACA

SOLIHA VAUCLUSE

UGAP



VAUCLUSE INGENIERIE VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE

Médias

MIDI LIBRE - MIDI LEGALES

Numérique et Connectivité

ADMISTRIA

BOUYGUES TELECOM

E-FICIENS

ENETIK

Cybersecurité - Infogérance - Cloud souverain

ERM AUTOMATISMES ET IOT

MY-ETECHNO

GROUPE UNICOMM

LOGIROAD

MA COM'UNE

MAIRISTEM

ORANGE

VAUCLUSE NUMERIQUE

Sécurité, Prévention et Protection

GENDARMERIE NATIONALE

HIKVISION FRANCE

INEO EQUANS

LEASE PROTECT FRANCE

MIDITRACAGE

POLICE NATIONALE - DIPN DE VAUCLUSE

SDIS 84 - Sapeurs-Pompiers

SECURITE VOL FEU

SNEF CONNECT

Transport et Mobilités

CAMPING-CAR PARK

ELECTRIC 55 CHARGING

GRM - VVO

GROUPE IPPOLITO

GROUPE LA POSTE

PROVENCE COMPTAGE ROUTIER

BET MOBILITE ET TRAFIC

VOYAGES ARNAUD



Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.



Ecrit par le 13 décembre 2025

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour cette première de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) au parc des expositions.

« D'habitude, nous nous réunissions à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »







©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

- « On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.
- « S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avions baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »



Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josee Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et



13 décembre 2025 l

Ecrit par le 13 décembre 2025

ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre PLU, ZAN, SCOT, SRADDET. Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industriliser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasent une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « <u>La colère gronde dans les campagnes</u>. Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

13 décembre 2025 l



Ecrit par le 13 décembre 2025



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épiceries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».



Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de <u>la dernière séance plénière de l'exécutif</u> en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse



nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit!

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

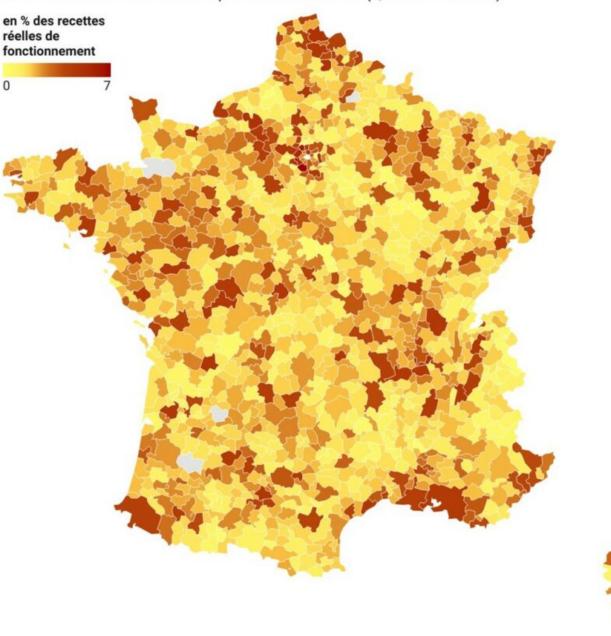
Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »



Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)





Source: Intercommunalités de France · Créé avec Datawrapper





Intercommunalités de France <u>vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives</u> <u>inédites</u>, présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transpartisan' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.

Excusez du peu, une paille, 60 milliards?

Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

13 décembre 2025 |



Ecrit par le 13 décembre 2025



©AB/l'Echo du Mardi

Quand l'Association des maires de Vaucluse fait salon

13 décembre 2025 l



Ecrit par le 13 décembre 2025



<u>L'Assemblée générale des maires de Vaucluse</u>, c'est aussi le salon des élus locaux et des décideurs avec 35 stands d'exposants pour les aider à aménager durablement leurs communes

Cette année c'est <u>AP Media</u>, société basée dans l'Hérault qui organise foires, salons et congrès, qui a mis sur pied pour la première fois cet évènement, une société qui fête ses 20 ans cette année. Elle a invité notamment la Fédération du bâtiment et des travaux publics, Véolia et sa gestion de l'eau, du recyclage et de la valorisation des déchets, Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution de l'électricité, l'ADMR (aide-ménagère à domicile) du département pour le portage de repas chez les personnes âgées, le CAUE (Conseil en architecture, urbanisme et environnement), les Voyages Arnaud, spécialistes des transports en bus et autocars, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Régionale, les banques comme le Crédit Agricole ou le Crédit Mutuel, La Poste et son directeur départemental, <u>Pierre-Hubert Martin</u>, ils étaient tous là, au cœur de la salle des fêtes du Château d'Eau de Monteux pour informer les élus sur les services qu'il peuvent rendre à la population.

13 décembre 2025 |



Ecrit par le 13 décembre 2025



Partenariat avec Orange et GRDF

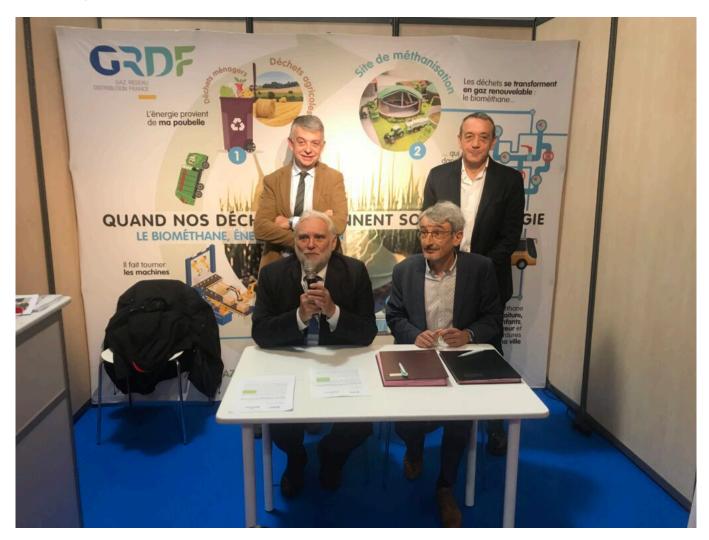
La matinée a commencé sur le stand de l'opérateur Orange pour la signature d'un partenariat avec <u>l'Association des maires de Vaucluse</u> pour mobiliser les citoyens de Vaucluse au recyclage des mobiles. Il faut savoir que chaque année, le parc de portables est renouvelé à hauteur de 30% soit 20 millions de téléphones. En 10 ans, plus de 15 millions de mobiles ont été ainsi collectés et recyclés, ce qui crée de l'emploi. Chaque mairie de Vaucluse bénéficiera d'un lien de connexion qui permettra de commander des bornes de collecte. Pour faire le tri des mobiles ramassés une entreprise d'insertion ('Les ateliers du Bocage' dans les Deux-Sèvres) a traité 200 000 portables en 2019, les a remis en état, reconditionnés et revendus. L'intégralité des bénéfices a été reversée à Emmaüs International.

« L'Etat est en mode solution » Retrouvez ici notre article sur l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse

De son côté, la commune de Monteux avec son maire Christian Gros, a renouvelé sa confiance à GRDF en signant un contrat de concession de distribution publique de gaz pour une nouvelle période de 30 ans à



partir de janvier 2023. « Le réseau de gaz est un allié indispensable pour les projets de transition énergétique de la commune avec sa capacité de recevoir et de distribuer des gaz renouvelables que ce soit le biométhane aujourd'hui ou l'hydrogène demain » a déclaré <u>Philippe Réchiniac</u>, directeur territorial de GRDF. Christian Gros a acquiescé : « Nous croyons aux gaz renouvelables notamment l'hydrogène vert qui d'ici 2024 sera même produit sur le territoire des Sorgues du Comtat ». A noter qu'il y a 52,1 km de réseau gaz à Monteux pour 1825 clients raccordés.



Un moment d'échange avec les entreprises

GHM-Eclatec aussi avait son stand, cette société basée au départ près de Colombey-les-Deux-Eglises conçoit des solutions d'éclairage public et de mobilier urbain depuis un siècle. Elle propose des luminaires dits 'intelligents', connectés, fiables, certifiés (Iso 9001, 14 001, 50 0001) fabriqués en France, qui détectent les pannes et consomment peu. Son délégué régional, Yves Lestavel insiste sur la fiabilité de ce matériel, de fonte et d'acier. « Nous avons 620 collaborateurs, 16 agences en Métropole et dans les DOM-TOM, en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à Mayotte et à la Réunion.

13 décembre 2025 |



Ecrit par le 13 décembre 2025



Lors du salon des maires, la Fédération du BTP84 a remis le prix de la transition écologique pour les aménagements réalisés dans le quartier de la Barbière (réaménagement des espaces de stationnement, nouveaux matériaux perméables pour la couverture des sols, permettant une meilleure infiltration de l'eau, davantage de nature dans le quartier...). © Facebook-Mairie d'Avignon

Présente aussi au cœur du Salon des Maires, <u>Agilis</u>, une entreprise de travaux publics 100% vauclusienne née au Thor, il y a tout juste 20 ans. « Elle équipe, sécurise et entretient les routes et autoroutes » explique <u>Marion Pelletier</u>. Elle compte désormais 460 agents et travaille aux côtés des grands comme

13 décembre 2025 l



Ecrit par le 13 décembre 2025

Eiffage ou Vinci, gère la signalisation, monte des murs acoustiques, installe des glissières de sécurité, mais aussi revêtements pour pistes cyclables ou d'athlétisme, des équipements aéroportuaires. Elle offre toute une série de finitions - béton, innovantes, esthétiques, décoratives, durables. Du béton imprimé, poncé, drainant, sablé, incrusté, végétalisé ou scintillant. On en trouve par exemple sur le parvis de l'Hôtel de ville à Sorgues, à Bourg-de-Péage dans la Drôme, Espace Mistral, quartier l'Estaque à Marseille.

Inauguré par la préfète de Vaucluse Violaine Démaret, le président de la Région Sud, Renaud Muselier, la présidente du Conseil Départemental de Vaucluse Dominique Santoni, les deux présidents de l'Association des Maires, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez en fin de matinée, ce salon a vu des centaines de maires, directeurs des services, ingénieurs des collectivités territoriales du département échanger et s'informer tout au long de la journée sur des solutions qui améliorent le quotidien et le vivre ensemble des vauclusiens.